



Commissariat au lobbying
du Canada

Office of the Commissioner
of Lobbying of Canada

Loi sur l'accès à l'information

RAPPORT ANNUEL 2023-2024

Il est possible, sur demande, d'obtenir cette publication sur supports accessibles.

Pour recevoir un exemplaire imprimé de cette publication, veuillez-vous adresser au :

Commissariat au lobbying du Canada
410 avenue Laurier ouest, 8^e étage
Ottawa ON K1R 1B7

Tél. : 613-957-2760

Télec. : 613-957-3078

Courriel : Info@lobbycanada.gc.ca

Cette publication est également disponible électroniquement sur le Web, en versions HTML et PDF, à l'adresse suivante : lobbycanada.gc.ca.

Autorisation de reproduire

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission du Commissariat au lobbying du Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le Commissariat au lobbying du Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le Commissariat au lobbying du Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, veuillez faire parvenir un courriel à : Info@lobbycanada.gc.ca.

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la Commissaire au Lobbying of Canada, 2024

N° de catalogue Lo2-1/1F-PDF
ISSN 1925-9751

Also available in English under the title
Office of the Commissioner of Lobbying of Canada – Access to Information Act – Annual Report 2023-24

Table des matières

Introduction	1
<i>Le Commissariat au lobbying</i>	1
<i>Structure organisationnelle et délégation des pouvoirs</i>	2
Administration de la Loi sur l'accès à l'information	3
<i>Rendement 2023-2024</i>	3
<i>Activités de sensibilisation et de formation</i>	4
<i>Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives mises en œuvre</i>	4
<i>Publication proactive</i>	5
<i>Initiatives et projets visant à améliorer l'accès à l'information</i>	6
<i>Plaintes</i>	6
<i>Demandes devant la Cour fédérale</i>	6
<i>Frais</i>	6
<i>Contrôle de la conformité</i>	7
<i>Salle de consultation</i>	7
Annexe A — Arrêté de délégation	8
Annexe B — Rapport statistique 2023-2024	9

Introduction

La *Loi sur l'accès à l'information* (LAI) (Lois révisées du Canada (1985), chapitre A-1) a été promulguée le 1er juillet 1983. Elle confère aux citoyens canadiens et aux résidents permanents un droit d'accès à l'information contenue dans les documents gouvernementaux, sous réserve de conditions précises et limitées.

En vertu de l'article 94 de la *Loi sur l'accès à l'information*, le responsable de toute institution fédérale doit, à chaque exercice, préparer un rapport annuel sur l'application de cette loi au sein de son organisation et le soumettre au Parlement.

Ce rapport est donc présenté par le Commissariat au lobbying (CAL) en vertu de la LAI. Le présent rapport annuel décrit comment le CAL s'est acquitté de ses responsabilités en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* au cours de la période d'établissement de rapport, soit du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024.

De plus, ce rapport annuel est présenté et déposé en vertu de l'article 20 de la *Loi sur les frais de service*.

Le Commissariat au lobbying

Le régime fédéral de lobbying établit des exigences et des normes pour le lobbying transparent et éthique auprès des fonctionnaires fédéraux. La commissaire au lobbying, avec l'appui du Commissariat, administre la *Loi sur le lobbying* et le *Code de déontologie des lobbyistes*.

Nos principales responsabilités sont les suivantes :

- tenir à jour améliorer le Registre des lobbyistes
- accroître la sensibilisation et la compréhension du régime du lobbying et des obligations de conformité par l'éducation
- effectuer du travail en matière de conformité qui soutient le respect des exigences fédérales en lobbying

Le Commissariat au lobbying est une micro-organisation de 37 équivalents temps plein (ETPs) qui supportent la commissaire dans l'accomplissement de son mandat.

Structure organisationnelle et délégation des pouvoirs

La LAI accorde à la commissaire au lobbying la délégation d'exercer tous les pouvoirs conférés par la Loi. Ces derniers sont délégués au coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) du CAL par l'entremise d'un arrêté de délégation. Une copie de l'arrêté de délégation est fournie à l'[annexe A](#). Le CAL compte deux employés chargés de l'application de la LAI, soit le coordonnateur de l'AIPRP et la gestionnaire des services intégrés.

Le directeur exécutif des services intégrés a agi à titre de coordonnateur de l'AIPRP du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024. Le coordonnateur de l'AIPRP est chargé d'élaborer, de coordonner et de mettre en œuvre des politiques, des lignes directrices et des procédures efficaces visant à assurer la conformité de l'organisation aux exigences de la LAI. Le coordonnateur prend les décisions quant à la disposition des demandes d'accès à l'information. De plus, il promeut les exigences de la législation afin d'assurer que l'organisation s'acquitte de ses obligations, surveille l'observation de la LAI et des règlements, politiques et procédures connexes et dispense des conseils à cet égard. Il est en outre porte-parole du CAL auprès du Secrétariat du Conseil du Trésor, du Commissariat à l'information ainsi qu'auprès des autres ministères et organismes fédéraux. De plus, le coordonnateur de l'AIPRP procède à des consultations auprès d'autres organismes fédéraux et auprès d'autres instances gouvernementales au Canada, au besoin. Enfin, le coordonnateur de l'AIPRP est responsable d'assurer que les publications proactives du CAL soient publiées dans les délais prescrits.

La gestionnaire des services intégrés assure un soutien au coordonnateur de l'AIPRP dans le traitement des demandes reçues et pour veiller à ce que les publications proactives soient publiées en temps opportun.

En raison du nombre peu élevé de demandes reçues, le CAL n'a disposé d'aucun contrat de service en vertu de l'article 96 de la *Loi sur l'accès à l'information* au cours de la période d'établissement de rapport, soit du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024.

En vertu de la Loi, le CAL recueille des renseignements provenant des déclarants et des lobbyistes. Leurs déclarations peuvent être consultées dans le Registre des lobbyistes à : lobbycanada.gc.ca.

Le rapport annuel du CAL et les rapports d'enquête complétés doivent être déposés aux deux chambres du Parlement. Ils sont publiés sur le site Web du CAL et divulgués sur le portail du Gouvernement ouvert du Canada.

Administration de la *Loi sur l'accès à l'information*

Rendement 2023-2024

L'annexe B fournit un résumé statistique des demandes reçues en vertu de la Loi sur l'accès à l'information (LAI) durant l'année financière 2023-2024.

En 2023-2024, le CAL a reçu un total de 11 demandes en vertu de la LAI : quatre étaient des demandes formelles et sept étaient des demandes informelles.

La totalité des demandes informelles étaient des demandes pour de l'information divulguée antérieurement en vertu de la LAI. Toutes ces demandes ont été traitées en moins de 15 jours.

Les demandes formelles reçues portaient sur les sujets suivants :

- La mise à jour du Code de déontologie des lobbyistes du CAL (une demande)
- De l'information sur des activités de lobbying faites auprès d'institutions fédérales qui n'est pas recueillie par le CAL (3 demandes)

Des quatre demandes formelles reçues en 2023-2024 :

- Deux ont été fermées dans les délais prescrits, en moins de 15 jours.
- Une demande a été fermée au-delà des délais prescrits, en 61 à 120 jours. Cette demande a été reçue par l'entremise de l'outil de gestion de l'AIPRP en ligne. Le CAL reçoit normalement un avis lorsqu'une demande est soumise par l'intermédiaire de cette plateforme. Malheureusement, dans ce cas, le CAL n'a jamais reçu d'avis. Lorsque le CAL s'est rendu compte qu'une demande avait été soumise, les délais prévus par la Loi avaient déjà été dépassés. Le CAL a mis en place des mesures d'atténuation pour s'assurer que cette situation ne se reproduise pas.
- Une a été reportée à la prochaine période d'établissement de rapport mais fermée dans les délais prescrits.

Pour les deux demandes qui ont été fermées dans les délais prescrits pendant la période d'établissement de ce rapport, le CAL n'a trouvé aucune information répondant aux demandes. La demande fermée au-delà des délais prescrits a été communiquée partiellement.

Tableau 1. Statistique pour la disposition des demandes

Disposition	Nombre de demandes reçues	Pourcentage de représentation
Communication partielle	1	25%
Aucun document n'existe	2	50%
Reportée à la prochaine période d'établissement de rapport	1	25%
Total	4	100%

Prorogations

Aucune demande de prorogation n'a été effectuée pendant la période d'établissement de rapport.

Demandes en suspens des périodes d'établissement de rapport précédentes

Au début de l'année 2023-2024, le CAL ne comptait aucune demande en suspens des périodes d'établissement de rapport précédentes.

Demandes de consultations provenant d'autres institutions

En 2023-2024, le CAL a reçu 3 demandes de consultations en provenance d'autres institutions fédérales. Elles ont toutes été complétées dans un délai de moins de 15 jours. Au total, 5 pages ont été révisées. Nous avons recommandé la divulgation totale des documents pour toutes ces demandes.

Activités de sensibilisation et de formation

En 2023-2024, le CAL n'a pas offert d'activité de sensibilisation et de formation en lien spécifiquement avec l'accès à l'information à son personnel. Toutefois, les membres du personnel doivent compléter des formations obligatoires sur la gestion de l'information.

Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives mises en œuvre

Pendant la période visée, le CAL n'a pas mis en œuvre de nouvelles politiques, lignes directrices, procédures ou initiatives en lien avec la Loi sur l'accès à l'information.

Publication proactive

En vertu de la [partie 2 de la Loi sur l'Accès à l'information](#), le CAL, en tant qu'institution fédérale, est tenu de publier proactivement l'information suivante :

- Les frais de voyage
- Les frais d'accueil
- Les rapports déposés au Parlement
- Les reclassifications de postes
- Les contrats d'une valeur de plus de 10 000 \$
- Le matériel de breffage

Le [tableau 2](#) indique les délais de publications prescrits pour chaque type de publication proactive exigée pour le CAL.

En plus des publications proactives exigées par la LAI, le CAL publie également les sommaires des demandes d'accès à l'information complétées.

Tableau 2. Exigences relatives aux publications proactives

Exigence législative	Section de la LAI	Calendrier de publication
Frais de voyage	82	Dans les 30 jours suivant la fin du mois de remboursement
Frais d'accueil	83	Dans les 30 jours suivant la fin du mois de remboursement
Rapports déposés au Parlement	84	Dans les 30 jours suivant le dépôt
Reclassification des postes	85	Dans les 30 jours suivant le trimestre
Contracts de plus de 10 000\$	86	Q1-3 : Dans les 30 jours suivant le trimestre Q4 : Dans les 60 jours suivant le trimestre
Dossiers de documents d'information préparés pour les nouveaux administrateurs généraux ou équivalents	88(a)	Dans les 120 jours suivant la nomination
Titres et numéros de référence des notes de service préparées pour un administrateur général ou équivalent et reçues par son bureau	88(b)	Dans les 30 jours suivant la fin du mois de réception
Paquets de documents d'information préparés pour la comparution d'un administrateur général ou d'un équivalent devant une commission parlementaire	88(c)	Dans les 120 jours suivant la comparution

Les publications proactives du CAL sont publiées sur le [portail du gouvernement ouvert](#) et sur [la page de la divulgation proactive du site Web du CAL](#).

Pour l'année financière 2023-2024, toutes les publications proactives du CAL ont été publiées dans les délais prescrits.

Initiatives et projets visant à améliorer l'accès à l'information

Le CAL est une micro-organisation de 37 équivalents temps plein (ETPs) avec des ressources très limitées. Pour cette raison et parce que le CAL reçoit peu de demande d'accès à l'information, le Commissariat n'a pas alloué de ressources à la mise en place d'initiatives et de projets visant à améliorer l'accès à l'information.

Plaintes

Le CAL n'a reçu aucun avis d'enquête provenant du Commissariat à l'information pendant la période d'établissement de rapport.

Demandes devant la Cour fédérale

Aucune demande liée à la LAI n'a été interjetée en 2023-2024.

Frais

La *Loi sur les frais de service* exige qu'une autorité responsable fasse annuellement rapport au Parlement sur les frais perçus par l'institution. Les frais perçus par le CAL en vertu de la LAI, sont déclarés conformément à l'article 20 de la *Loi sur les frais de service*.

Un frais d'application de 5\$ est habituellement imputé à une demande d'accès à l'information. Cependant, le 12 juillet 2019, le CAL a pris la décision de dispenser les frais de demande de 5\$ prévue à l'alinéa 7(1)(a) du *Règlement sur l'accès à l'information*. Ainsi, les frais de 5\$ pour les quatre demandes formelles reçues pendant l'année 2023-2024 ont été dispensées pour un total de 20\$ de frais exonérés.

Conformément à la *Directive sur les demandes d'accès à l'information* publiée le 13 juillet 2022, et aux modifications apportées à la *Loi sur l'accès à l'information* qui sont entrée en vigueur le 21 juin 2019, le CAL dispense de tous les frais prévus par la Loi et le Règlement. Aucune somme n'est exigée pour l'examen des dossiers, pour les frais indirects et les envois.

En 2023-2024, le CAL a engagé des dépenses d'environ 25 000 \$ relativement à l'application de la LAI. Ce montant a été dédié au salaire du personnel.

Contrôle de la conformité

En raison du petit nombre de demandes reçues et traitées par le CAL, aucune surveillance de la conformité n'a été effectuée au cours de la période d'établissement de rapport.

Salle de consultation

Une salle de consultation est disponible à nos bureaux. L'adresse est le 410 avenue Laurier Ouest, 8^e étage, Ottawa (Ontario) K1R 1B7, Canada.

Annexe A — Arrêté de délégation

Commissioner of Lobbying



Commissaire au lobbying

Le 18 août 2022

Arrête de délégation en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

En vertu de l'article 95(1) de la Loi sur l'accès à l'information et de l'article 73(1) de la Loi sur la protection des renseignements personnels, la commissaire au lobbying délègue au titulaire du poste mentionné ci-après, ainsi qu'à la personne occupant à titre intérimaire ledit poste, les attributions dont elle est, en qualité de responsable du commissaire au lobbying, investie par les dispositions de la Loi ou de son règlement mentionné en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule tout arrêté antérieur.

Annexe

Position	Loi sur l'accès à l'information et Règlement	Loi sur la protection des renseignements personnels et Règlement
Directeur exécutif, Services intégrés	Autorité absolue	Autorité absolue

Belanger, Nancy Digitally signed by Belanger, Nancy
Date: 2022.08.18 12:57:25 -04'00'

Nancy Bélanger
Commissioner of Lobbying



410 Laurier West/Ouest, Suite 810 • Ottawa • Ontario • K1R 1B7
nancy.belanger@lobbyscanada.gc.ca • 613-941-9873 • lobbyscanada.gc.ca

Annexe B — Rapport statistique 2023-2024



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution: Commissariat au lobbying

Période d'établissement de rapport : 4/1/2023 au 3/31/2024

Section 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Nombre de demandes

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		4
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	
En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	0	
Total		4
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		3
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		1
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la <i>Loi</i>	1	
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	0	

Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	0
Secteur universitaire	0
Secteur commercial (secteur privé)	0
Organisation	1
Public	3
Refus de s'identifier	0
Total	4

Mode des demandes

Mode	Nombre des demandes
En ligne	4
Courriel	0
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	4

Section 2 – Demandes informelles

2.1 Nombre de demandes informelles

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	7
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0

En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	
En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	0	
Total		7
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		7
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		0

Mode des demandes informelles

Mode	Nombre des demandes
En ligne	7
Courriel	0
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	7

Délai de traitement pour les demandes informelles

Délai de traitement							
	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
1 à 15 jours	0	0	0	0	0	0	7

Pages communiquées informellement

Moins de 100 pages communiquées	De 100 à 500 pages communiquées	De 501 à 1 000 pages communiquées	De 1 001 à 5 000 pages communiquées	Plus de 5 000 pages communiquées

Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Pages recommuniées informellement

Moins de 100 pages recommuniées		De 100 à 500 pages recommuniées		De 501 à 1 000 pages recommuniées		De 1 001 à 5 000 pages recommuniées		Plus de 5 000 pages recommuniées	
Nombre de demandes	Pages recommuniées	Nombre de demandes	Pages recommuniées	Nombre de demandes	Pages recommuniées	Nombre de demandes	Pages recommuniées	Nombre de demandes	Pages recommuniées
0	0	1	287	6	3522	0	0	0	0

Section 3 – Demandes à la Commissaire à l'information pour ne pas donner suite à la demande

	Nombre de demandes
En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente	0
Envoyées pendant la période d'établissement de rapports	0
Total	0
Approuvées par la Commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports	0
Refusées par la Commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports	0
Retirées pendant la période d'établissement de rapports	0

Reportées à la prochaine période d'établissement de rapports	0

Section 4 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapports

Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	1	0	0	0	1
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	2	0	0	0	0	0	0	2
Demande transférée	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	2	0	0	1	0	0	0	3

4.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1)a)	0	16(2)	0	18a)	0	20.1	0
13(1)b)	0	16(2)a)	0	18b)	0	20.2	0
13(1)c)	0	16(2)b)	0	18c)	0	20.4	0
13(1)d)	0	16(2)c)	0	18d)	0	21(1)a)	0

13(1)e)	0	16(3)	0	18.1(1)a)	0	21(1)b)	0
14	0	16.1(1)a)	0	18.1(1)b)	0	21(1)c)	0
14a)	0	16.1(1)b)	0	18.1(1)c)	0	21(1)d)	0
14b)	0	16.1(1)c)	0	18.1(1)d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)d)	0	19(1)	1	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	0	16.2(1)	0	20(1)a)	0	23	0
15(1) - Déf.*	0	16.3	0	20(1)b)	1	23.1	1
15(1) - A.S.*	0	16.4(1)a)	0	20(1)b.1)	0	24(1)	0
16(1)a)(i)	0	16.4(1)b)	0	20(1)c)	0	26	0
16(1)a)(ii)	0	16.5	0	20(1)d)	0		
16(1)a)(iii)	0	16.6	0				
16(1)b)	0	17	0				
16(1)c)	0						
16(1)d)	0	*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives					

Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68a)	0	69(1)	0	69(1)g) re a)	0
68b)	0	69(1)a)	0	69(1)g) re b)	0
68c)	0	69(1)b)	0	69(1)g) re c)	0
68.1	0	69(1)c)	0	69(1)g) re d)	0
68.2a)	0	69(1)d)	0	69(1)g) re e)	0
68.2b)	0	69(1)e)	0	69(1)g) re f)	0
		69(1)f)	0	69.1(1)	0

Format des documents communiqués

	Électronique				
Papier	Document électronique	Ensemble de données	Vidéo	Audio	Autres
0	1	0	0	0	0

Complexité

Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier, document électronique et ensemble de données

Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
587	587	1

Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier, document électronique et ensemble de données par disposition des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		100 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées	Nombre de demandes	Pages traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	1	587	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	1	587	0	0	0	0

Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par disposition des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0

Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par disposition des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0

Ni confirmée ni infirmée						
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Demandes fermées

Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi

Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi	2
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la Loi (%)	66.66666667

Présomptions de refus

Motifs du non-respect des délais prévus par la *Loi*

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement / Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autre
1	0	0	0	1

Demandes fermées au-dela des délais prévus par la *Loi* (y compris toute prorogation prise)

Nombre de jours de retard au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où aucune prorogation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où une prorogation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	1	0	1
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	1	0	1

Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total

De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 5 – Prorogations

Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	0	0
Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	

	Entrave au fonctionnement			
30 jours ou moins	0	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Section 6 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés		Frais remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00
Autres frais	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00
Total	0	\$0.00	0	\$0.00	0	\$0.00

Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter

Reçues pendant la période d'établissement de rapport	3	15	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
Total	3	15	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	3	15	0	0
Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

Recommandation et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	3	0	0	0	0	0	0	3
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	3	0	0	0	0	0	0	3

Recommandation et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations à l'extérieur du gouvernement du Canada

	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
Recommandation								
Communiquer en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Communiquer en partie	0	0	0	0	0	0	0	0
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 8 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les renseignements confidentiels du Cabinet

Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 100 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Demands auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 100 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 9 – Enquêtes et compte rendus de conclusion

Enquêtes

Article 32 Avis d'enquête	Article 30(5) Cessation de l'enquête	Article 35 Présenter des observations
0	0	0

Enquêtes et rapports des conclusions

Article 37(1) Comptes rendus initiaux	Article 37(2) Comptes rendus finaux
---------------------------------------	-------------------------------------

Reçus	Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information	Contenant une intention d'émettre une ordonnance par la Commissaire à l'information	Reçus	Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information	Contenant des ordonnances émis par la Commissaire à l'information
0	0	0	0	0	0

Section 10 – Recours judiciaire

Recours judiciaires sur les plaintes

Article 41				
Plaignant (1)	Institution (2)	Tier (3)	Commissaire à la protection de la vie privée (4)	Total
0	0	0	0	0

Recours judiciaires sur les plaintes de tiers en vertu de l'alinéa 28(1)b)

Article 44 - en vertu de l'alinéa 28(1)b)
0

Section 11 – Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

Coûts

Dépenses	Montant
Salaires	\$25,000
Heures supplémentaires	\$0
Biens et services	\$0
Contrats de services professionnels	\$0
Autres	\$0
Total	\$25,000

Ressources humaines

	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
--	---

Ressources	
Employés à temps plein	0.250
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
Total	0.250

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.